

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES DE
L'AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE
DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA)
AU TITRE DE LA GESTION 2014
GROUPE 5**

RAPPORT DEFINIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	5
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	11
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	16
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	21
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	23
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	26
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	28
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	50
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	52
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	54
ANNEXES	56

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA)

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de l'ANIDA ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par l'ANIDA et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 359.623.281 soit 45% des marchés passés en Appel d'Offres (AO) ;
 - F. CFA 254.084.657 soit 55% des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Les constats suivants peuvent être énoncés :

- Local inapproprié pour la CPM.
- Insuffisance d'effectif pour la CPM.
- Insuffisance d'équipement de classement et d'archivage pour la CPM.

2- Au plan de la Passation des marchés :

- Publication tardive de l'AGPM.
- Inexistence d'accusé de réception des lettres d'invitation sur le marché Nettoyement des locaux de l'ANIDA

.../...

-2-

- Non-respect des cinq jours francs pour les convocations sur l'ensemble des marchés examinés.
- Non-respect de l'heure d'ouverture sur les marchés « Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba KANE, SEFA, DIALAMBERE, SAMECOUTA et d'un poulailler dans la ferme de Khombole », « Travaux de réalisation de dix(10) fermes Naatangué dans le domaine agricole communautaire de Thiéppe en trois (03) lots», « Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (Région de Kaolack),Diaglé (Région de Fatick), Tivaouane Peul (Région de Dakar) en deux (02) lots , « Acquisition d'un véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up, de 09 motos et d'un scooter »
- Non transmission du PV d'ouverture pour les marchés « Travaux de réalisation de dix(10) fermes Naatangué dans le domaine agricole communautaire de Thiéppe en trois (03) lots», « Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (Région de Kaolack),Diaglé (Région de Fatick), Tivaouane Peul (Région de Dakar) en deux (02) lots , « Acquisition d'un véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up, de 09 motos et d'un scooter »
- Non-respect délai d'évaluation pour les marchés « Travaux de réalisation de dix(10) fermes Naatangué dans le domaine agricole communautaire de Thiéppe en trois (03) lots», « Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (Région de Kaolack),Diaglé (Région de Fatick), Tivaouane Peul (Région de Dakar) en deux (02) lots.
- Non publication des résultats de toutes les DRP sur le site des marchés.
- Comptabilité des Matières caractérisée par des manquements significatifs : non tenue des documents supports exigés par la réglementation, absence de numéro de nomenclature des matières (surtout les équipements), absence de fiche utilisateur apposée dans les locaux, niveau insuffisant de formation du personnel en charge de cette comptabilité.

Conclusion de l'auditeur :

Les constats effectués ne constituent pas des violations significatives sur les procédures de passation des marchés.

La conformité aux procédures de passation des marches de l'ANIDA a été satisfaisante pour l'exercice 2014 :

- *Les organes de passation ont été mis en place, bien que tardivement.*
- *Le PPM et l'AGPM, principaux outils ont été élaborés et publiés.*
- *Les procédures de passations des marchés sont maîtrisées.*

.../...

-3-

Cependant :

- *La gestion des délais doit être améliorée.*
- *De légers cas de fractionnement ont été relevés sur les demandes de cotation.*
- *L'archivage des documents de passation des marchés n'est pas centralisé et le système de classement est à améliorer.*

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

Le Représentant du Groupement

Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP);
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;**
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,

- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2013.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2013 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

L'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) est institué par le décret 1336 du 29 novembre 2006 qui a été abrogé et remplacé par le décret 2011-1028 du 25 juillet 2011 pour promouvoir un retour massif des jeunes vers l'agriculture afin de lutter contre le phénomène de l'émigration clandestine et l'exode rural.

A cet effet, l'Agence assure la maîtrise d'ouvrage de projets et programmes diversifiés portant les axes :

3.1 Missions :

- **L'Aménagement des fermes agricoles modernes**

L'ANIDA aménage des fermes agricoles, agropastorales et aquacoles adossées à la maîtrise de l'eau pour permettre une activité agricole en toute saison. Ces fermes sont de différents types

- des fermes exploitant des forages à vocation agricole ou adossées à des ressources en eaux de surfaces pérennes (cours d'eau permanent);
- des fermes valorisant les excédents de débit des forages d'alimentation en eau potable réalisés par le Ministère en charge de l'hydraulique dont le potentiel est sous utilisé.

- **La promotion et la modernisation des petites exploitations familiales intégrées**

Ce programme s'appuie sur l'exploitation des nappes superficielles avec un système d'exhaure basé sur l'énergie solaire pour dérouler des activités de production très diversifiées (maraîchage, arboriculture fruitière, pisciculture, élevage). Il prolonge durant toute l'année et lutter contre le sous emplois en milieu rural.

- **L'appui à l'initiative privée**

Il consiste à accompagner les promoteurs dans l'ingénierie de projet, l'accès au foncier agricole, l'intermédiation financière et le conseil agricole. Cet appui peut également être en matériel (clôture, réseau d'irrigation, plants fruitiers, intrants agricoles...) destinés aux petites exploitations familiales.

- **Les Domaines Agricoles Communautaires (DAC)**

Les DAC constituent des étendues plus vastes que les fermes (quelques centaines à un millier d'hectares) disposant d'infrastructures structurantes. Ils sont aménagés pour satisfaire la demande en terre agricole des populations et des privés. Les DAC consacrent une approche basée sur un partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les exploitants collectifs et privés.

3.2 Objectifs

L'objectif général est de créer les conditions d'exercice d'activités de productions agricoles rémunératrices, durables qui garantissent la sécurité alimentaire, le maintien de la ruralité et la fixation des populations dans leur terroir.

Objectifs spécifiques

- Créer des opportunités d'activités lucratives et d'emplois rémunérateurs en milieu rural;
- Promouvoir un statut plus valorisant des métiers de l'agriculture;

- Diversifier la production agricole en associant cultures maraîchères, arboriculture et production animale;
- Sécuriser la couverture des besoins du marché local en légumes, lait et viande;
- Réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire en intégrant à l'irrigation des cultures céréalières sous pluie pour l'autoconsommation (modèle d'exploitation mixte)

3.3 Stratégie d'intervention

La réalisation des aménagements, la sélection et l'installation des bénéficiaires dans les fermes et les DAC reposent sur une approche participative et inclusive, accordant une grande écoute aux couches vulnérables que sont les femmes et les jeunes. Ainsi pour la réalisation de fermes et de domaines Agricole Communautaires, l'Agence travaille en étroite collaboration avec les collectivités locales, l'administration territoriale (gouverneurs, préfets et sous-préfets) et les chefs de village.

L'Agence noue également des partenariats avec certaines structures de l'Etat comme l'Agence pour la Promotion de l'Investissement et des grands travaux (**APIX**), la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (**DEM**), la Direction de Gestion et de Planification des Ressources en Eaux (**DGP**RE), - l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (**ANCAR**), CERES LOCUSTOX, l'Elevage, l'Environnement, les Eaux et Forêts mais également avec des institutions financières notamment la Caisse Nationale de Crédit Agricole (**CNCAS**) et le Crédit Mutuel du Sénégal (**CMS**).

3.4 Les Organes de l'ANIDA

A. Organisation

Selon le décret 2011-1028 du 25 juillet 2011 abrogeant et remplaçant le décret 1336 du 29 novembre 2006, l'Agence est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'agriculture et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances

Les organes de l'Agence sont :

- ❖ Le Conseil de surveillance
- ❖ La Direction Générale.

a) La Direction Générale

La Direction Générale de l'Agence est organisée en trois (3) directions, une Agence Comptable, trois (3) cellules, le Service d'Appui à la Promotion de l'Initiative Privée, un chargé de la Communication et des relations publiques, des directions régionales, des superviseurs de zone et des Conseillers agricoles.

- La Cellule Juridique et Passation de Marchés
- La Cellule Contrôle de Gestion
- La Cellule Informatique et Suivi Evaluation
- le Chargé de la Communication et des Relations Publiques

b) Les directions et service

- La Direction des Etudes, des Aménagements et des Infrastructures (DEAI)
- La Direction de la Formation et de la Mise en Valeur (DFMV)
- La Direction Administrative et Financière
- L'Agence Comptable
- Le Service d'Appui à la Promotion de l'Initiative (SAPIP)

- c) Les superviseurs de Zone et les Conseillers Agricole
 - Les superviseurs de Zone /volet production végétale
 - Les superviseurs de Zone /volet production aquacole animale et aquacole
 - Les Conseillers Agricoles

Toutes ces Directions sont localisées au Siège, à Dakar, et assurent la mise en œuvre de la stratégie définie par la Direction Générale grâce notamment à l'existence d'un pool d'experts et d'une équipe support.

Selon les dispositions du décret portant organisation de l'Agence, six Directions régionales complèteront le dispositif organisationnel et seront installées au fur et à mesure de l'installation des fermes à l'intérieur du pays dans les six (6) principales zones agro écologiques identifiées (vallée du fleuve Sénégal, Niayes, zone sylvo-pastorale, bassin arachidier, Sénégal oriental, Casamance). Présentement seules les directions de Thiès, Kaolack, Saint Louis et Kolda sont fonctionnelles.

L'ANIDA compte à la date d'aujourd'hui, 68 agents permanents dont 26 cadres.

B. Management

L'appropriation d'outil de bonne gouvernance d'entreprise et la recherche continue de performances dans l'exercice du travail a toujours guidé le management de l'Agence.

C'est pour cette raison, que dès le démarrage de ses activités en février 2008, l'ANIDA s'est inscrite dans un système de management qualité. Cette initiative a été couronnée en mars 2011 par la certification des activités de l'Agence à la norme ISO 9001 Version 2008.

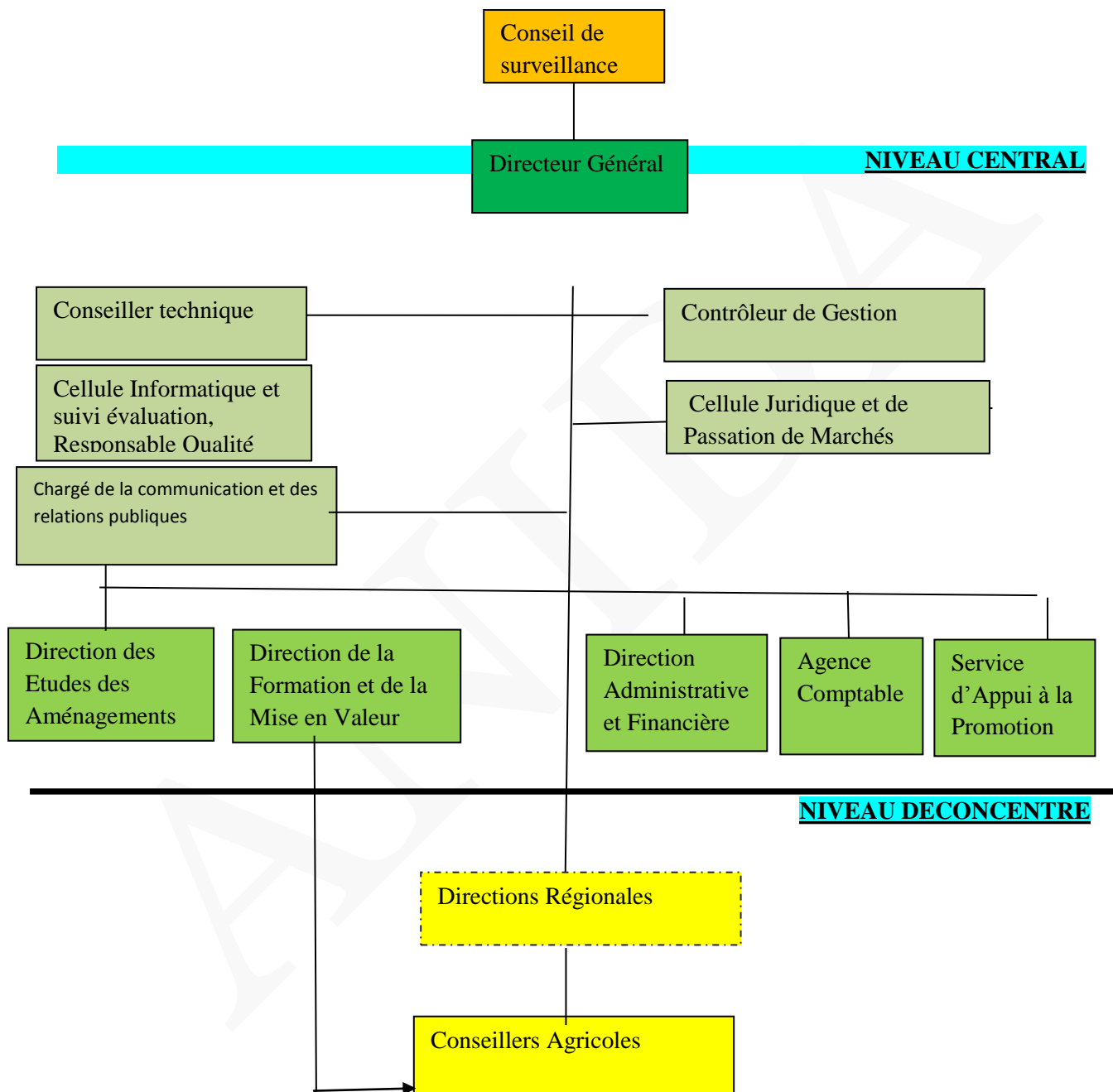
Les domaines d'activités dont l'expertise de l'ANIDA a été ainsi reconnue se résument ainsi :

- Maitrise d'ouvrage des projets d'aménagement de fermes agro pastorales et aquacoles,
- encadrement et renforcement des capacités techniques des exploitants,
- appui à l'initiative privée agro sylvo-pastorale,
- suivi et contrôle des exploitations hydro agricoles.

Cette certification est une reconnaissance du savoir-faire, du métier et de l'expertise de l'ANIDA dans le domaine agricole. L'élaboration périodique des rapports d'activités annuels et leur diffusion au grand public s'inscrit dans cette logique. Il en est de même de la transcription des procédures de travail qui répondent aux exigences de traçabilité en conformité aux directives de la norme ISO.

3.5 Organigramme de l'ANIDA

Lors de notre passage l'organigramme est le suivant :



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1 La Commission des Marchés (CM) :

La commission des marchés de l'ANIDA a été mise en place pour l'exercice 2014 par la Note de Service N°0001 du 08 Janvier 2014 qui a été remplacée par la Note de Service N° 010 du 20 Février 2014 conformément à l'arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012.

Mais le délai requis pour la convocation des membres de la CM n'est pas toujours respecté.

De même, la réception effective des convocations n'est pas matérialisée.

4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :

La CPM a été mise en place par note de service n° 008/ANIDA du 18/02/2014 nommant le coordonnateur. Elle n'est composée que d'une seule personne qui ne peut pas tout faire dans les formes et dans les délais requis.

Faute de local approprié, toutes les informations relatives aux marchés passés durant l'exercice ne sont pas centralisées au niveau de la CPM. Le manuel de classement et d'archivage élaboré par l'ARMP n'a pas été mis à profit pour gérer les documents de passation des marchés. Ce qui constitue un manquement au regard de la résolution 23/09 du 08/04/2009 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative au manuel de classement et d'archivage.

4.3 La Charte de Transparence et d'Éthique en matière de passation des marchés :

Tous les membres de la Commission des Marchés ont signé l'attestation de la prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics en Janvier et Février 2014. Les documents signés ont été envoyés à la DCMP et à l'ARMP.

4.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM ont été produits pour l'exercice 2014 conformément aux dispositions réglementaires.

L'Arrêté 12.783 du 26/12/2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics, mentionne que la CPM doit procéder à « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

5.REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ANIDA / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :

5.1 La Commission des marchés :

La commission des marchés de l'ANIDA a été mise en place pour l'exercice 2014 par la Note de Service N°0001 du 08 Janvier 2014 qui a été remplacée par la Note de Service N° 010 du 20 Février 2014 conformément à l'arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de six membres titulaires et de six suppléants dont quatre (04) membres de l'ANIDA, un représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural et un du Contrôle Financier. Ils ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

5.2 Convocation des membres aux réunions de la CM:

L'entretien avec les membres de la Commission des marchés a permis de constater que l'invitation aux réunions de ladite commission pose souvent problème car les convocations ne sont pas toujours sous la forme écrite : elles sont parfois orales ou faites par mail.

La réception effective des convocations n'est pas matérialisée par des accusés de réception : le respect du délai de cinq (5) jours francs ne peut être justifié.

Par ailleurs, les convocations ne sont pas centralisées au niveau de la documentation détenue par la CPM.

5.3 Besoins en formation

Les membres de l'actuel CM ont émis le souhait d'être formé sur les nouveaux changements apportés par le code des marchés publics, décret 1212-2014 du 22 septembre 2014, qui a été publié dans le journal officiel du 04 octobre 2014, date de sa mise en vigueur.

5.4 Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur

Les sommes dues après les réunions de la CM sont payées régulièrement à la suite de la tenue desdites réunions à tous les ayants droit.

Recommandations :

- *Matérialiser la réception effective des convocations ;*
- *Former et renforcer les capacités des agents de la CM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).*
- *Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM (Article 39 du CMP) ;*
- *Archiver les convocations des réunions de la CM au niveau de la CPM.*

5.5 La Cellule de Passation des Marchés :

La CPM a été mise en place par note de service n° 008/ANIDA du 18/02/2014 nommant le coordonnateur. Elle n'est composée que d'une seule personne qui ne peut pas tout faire dans les formes et dans les délais requis. Par ailleurs, les locaux occupés par la CPM sont exigus.

5.6 Archivage des dossiers de passation des marchés au niveau de la CPM :

Faute de local approprié, toutes les informations relatives aux marchés passés durant l'exercice ne sont pas centralisées au niveau de la CPM. Le manuel de classement et d'archivage élaboré par l'ARMP n'a pas été mis à profit pour gérer les documents de passation des marchés. Ce qui constitue un manquement au regard de la résolution 23/09 du 08/04/2009 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative au manuel de classement et d'archivage.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas disponible au niveau de la CPM.

Recommandations:

- *Mettre à la disposition de la CPM un local plus spacieux et plus opérationnel ;*
- *Centraliser les documents de passation des marchés au niveau de la CPM.*
- *Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;*
- *Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;*
- *Utiliser les équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;*

5.7 Production de rapports trimestriels et du rapport annuel :

Les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM ont été produits pour l'exercice 2014 conformément aux dispositions réglementaires.

L'Arrêté 12.783 du 26/12/2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics, mentionne que la CPM doit procéder à « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

5.8 Harte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :

Tous les membres de la Commission des Marchés ont signé l'attestation de la prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics en Janvier et Février 2014. Les documents signés ont été envoyés à la DCMP et à l'ARMP.

Cependant, il faut noter que les membres des comités techniques qui ne sont pas membres de la CM ne signent pas l'attestation de prise de connaissance de la CTE alors qu'ils sont tenus aux mêmes règles de confidentialité et de secret que les membres de la CM

Recommandation :

Faire signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d'évaluation.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

6.1 Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été publié sur le site des marchés publics.

Il a été modifié neuf (09) fois, ce qui fait un total de dix (10) versions disponibles sur le site.

Tous les marchés passés en revue figurent dans le PPM.

6.2 L'Avis Général de Passation des Marchés :

L'Avis général de Passation de Marchés, publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 27 Mars 2014.

Un retard de cinquante-cinq (55) jours a été noté sur la publication de l'AGPM.

Les marchés qui, de par leur nature, doivent être inscrits dans l'AGPM, le sont tous.

6.3 La structure d'Audit Interne :

Le contrôleur interne siège au cours des réunions de la Commission des Marchés en tant qu'observateur pour voir si tout est fait dans les règles de l'art.

6.4 La Comptabilité des Matières :

La gestion de la comptabilité des matières n'était pas centralisée : les matériels et consommables informatiques étaient gérés par l'informaticien ; les fournitures de bureau et autres matériels étaient gérés par le comptable matière attribué de l'ANIDA.

Une application dans l'intranet local permet d'avoir un récapitulatif du stock des matières et fournitures de bureau (Entrées Sorties et Solde).

La revue de la comptabilité matière a permis de faire le constat suivant :

- Pas encore de manuel de procédures ;
- Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Pas de tenue d'un journal des stocks ;
- Les immobilisations ne sont pas affectées d'un N° de nomenclature ;
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux.

6.4 Tableau de synthèse des marchés passés par l'ANIDA et l'échantillon constitué :

Au titre de la gestion 2014, l'ANIDA a passé quarante (40) marchés pour un montant total de 1.238.874.196 F CFA.

L'échantillon constitué a porté sur douze (12) marchés d'un montant total de 604.707.938 F CFA, soit près de 49% du montant des marchés passés en 2014.

Les principales violations des réglementations relatives aux marchés peuvent être résumées comme suit :

- non-respect des règles de publicité relatif à l'attribution définitive,
- non-respect des heures d'ouverture des plis ;

- non-respect des délais d'évaluation des offres ;
- non transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires,
- non-respect du délai d'approbation du marché par l'autorité en charge d'approuver le marché ;
- non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics.

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été modifié neuf (09) fois, ce qui fait un total de dix (10) versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 17 Décembre 2013.

La dernière et 10^{ème} version a été publiée le 05 Décembre 2014. Elle comprend 69 marchés dont 8 nouvelles réalisations et 9 suppressions

Tous les marchés passés en revue figurent dans le PPM.

Avis Général de Passation des Marchés :

L'Avis général de Passation de Marchés, publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 27 Mars 2014.

Un retard de cinquante-cinq (55) jours a été noté sur la publication de l'AGPM.

Ce qui n'est pas conforme à l'article 6 du CMP qui précise que « *Les projets de marché figurant dans le plan de passation des marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, en application des dispositions du présent décret, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation, d'un avis général établi et publié selon le modèle arrêté par décision de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics* ».

Les marchés qui, de par leur nature, doivent être inscrits dans l'AGPM, le sont tous.

Recommandation :

- ***se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication du PPM et de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante.***

7.2 Participation du Service d'Audit Interne au contrôle de la passation des marchés :

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Pour l'exécution de ses activités, il dispose d'un manuel de procédures comprenant neuf (9) modules et prenant en compte la passation des marchés. D'ailleurs, il prévoit de l'actualiser en fonction du nouveau code des marchés publics.

Il procède aussi à un audit des intervenants sur le processus : il essaie de voir les points faibles pour formuler des recommandations à l'effet de corriger les dysfonctionnements constatés et élaborer un processus de suivi de la passation des marchés publics.

7.3 Comptabilité matières dans le processus PM – Phase Exécution :

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

Le responsable de la Comptabilité a un niveau de BTS en comptabilité. Il a été recruté en 2010 et, depuis, s'occupe de la comptabilité matières et de la logistique. Il n'a pas fait de formation en passation de marché. Il ne dispose pas d'un manuel de procédure sur la comptabilité matière toutefois, le service informatique lui a conçu un logiciel pour la gestion des stocks qui lui donne un tableau « Entrées/Sorties/Solde ».

Chaque année, un inventaire de toutes les immobilisations (au Siège comme dans les fermes) est réalisé.

Les manquements suivants ont été constatés:

- les réceptions ne sont pas faites dans les règles de l'art (*par exemple, à l'occasion d'une livraison non con forme, aucun PV n'est établi séance tenante pour consigner ou émettre des réserves*) ;
- Pas de tenue d'un journal des stocks ;
- Pas de fiche d'Entrée : c'est le Bordereau de Livraison qui est utilisé en lieu et place (les Entrées sont consignés à partir de la liasse composée du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception) ;
- Existence de « Bon de sortie » fait maison en guise de fiche de sortie ;
- Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Les immobilisations ne sont pas affectées d'un n° de nomenclature ;
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux ;
- Besoin en formation.

Recommandation :

- Mettre en place une comptabilité matière avec tous les outils nécessaires ;
- Renforcer les capacités du personnel en charge de cette activité en comptabilité matière et en passation des marchés
- Désigner par un acte écrit le comité de réception des prestations.

7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultations :

Aucun versement n'a été effectué à l'ARMP durant l'exercice 2014. Les ventes s'élèvent à deux millions deux-cent mille (2 200 000) francs CFA.

7.5 La Personne Responsable de Marché (PRM) :

Conformément à l'article 28 du CMP, le Directeur General de l'ANIDA est la PRM.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :

Echantillon :

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

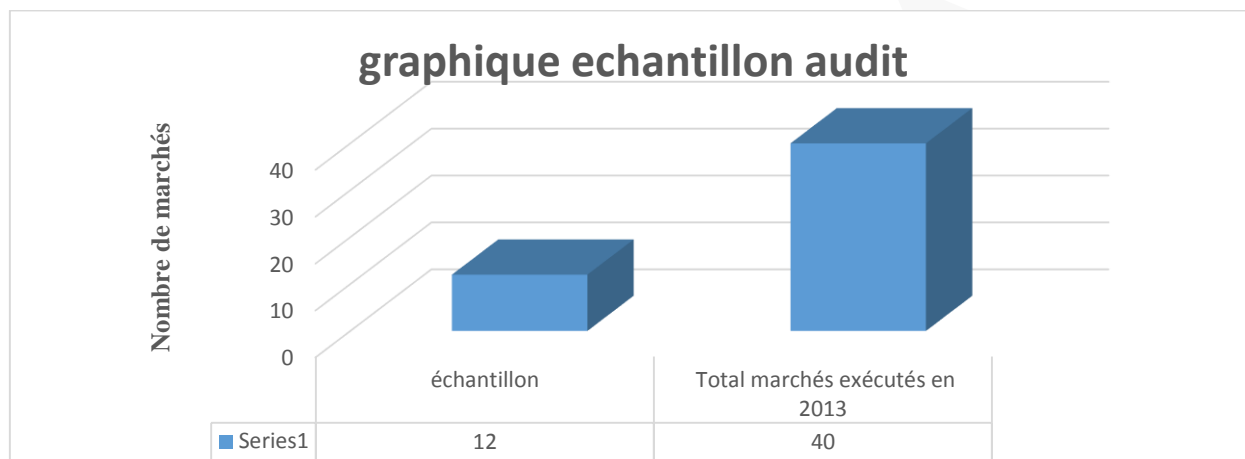
Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

En s'appuyant sur ces éléments la liste des marchés à auditer a été la suivante :

N	Marchés 2014	Type	Mode de passation	Titulaire	Montant
1	Renforcement du parc informatique	Fournitures	DRP	LOT 2 Oumou Informatique LOT1 IBC technologie	21 674 240 4.702 300
2	Nettoisement des locaux de l'ANIDA	Services	DRP	DABAKH MALICK	13 408 848
3	Etude détaillée du DAC de Notto Diobass (en cours)	PI	DRP	INGEQUIP	18 856 400
4	Réalisation d'une base de vie dans la ferme israélienne de KMS	Travaux	DRP	OZE	43 892 903
5	Travaux de clôture et réalisation d'une étable pour l'appui à des périmètres privés à Saint Louis, Diourbel, Fatick et Ziguinchor	Travaux	DRP	LOT2 SETRAP LOT 1 DIOCKEL entreprise	25 719 115 4.844 561
6	Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba Kane, Sagna, Séfa, Dialambéré et Samécouta et d'un poulailler dans la ferme de Khombole	Travaux	DRP	EGB MBALLO DIOUF	26 157 125
7	Réalisation d'étables dans les fermes de Khombole, Keur Momar Sarr et Nguélou	Travaux	DRP	SETRAP	24 318 225
8	Réalisation de la piste Keur Momar Sarr- Ndimbe	Travaux	DRP	SETRAP	48 734 000
9	Fourniture et pose d'équipement pour le compte de la ferme de Mandouar	Fournitures	DRP	NEGODIS	10 776 940
10	Travaux de consolidation de fermes agricole et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (région de Kaolack), Diaglé (région de Fatick), Tivaouane Peul (région de Dakar) T_DEAI_012	Travaux	AOO	LOT1 : HICS LOT2 : SENTEER	60 463 200 28 717 311
11	Travaux de réalisation de dix (10) Fermes Naataangué dans le Domaine Agricole Communautaire de Thieppe» N° T_DEAI_56	Travaux	AOO	Lot 1 : Union des GIE maraichers des Niayes Lot 2 : Flex NRJ Lot 3 : SENTEER	81 715 000 48 754 060 37 767 710
12	L'Acquisition d'un véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up de 9 motos et d'un scooter, en trois lots distincts T_DAF_005	Fournitures	AOO	CFAO	102 206 000
	TOTAL				604 707 938

Le pourcentage vérifié en nombre de marchés et en montant est le suivant :

Marchés	nombre	pourcentage	montant	pourcentage
échantillon	12	30%	604 707 938	49%
Total marchés exécutés en 2013	40	100%	1 238 874 196	100%



Ce qui donne les statistiques suivantes par mode et par type

Tableau par type de marché

Type de marchés	Nombre	Pourcentage nombre	Montant	Pourcentage montant
FOURNITURES	3	25 %	139 359 480	23 %
PI	1	8 %	18 856 400	3 %
SERVICE	1	8 %	13 408 848	2 %
TRAVAUX	7	59 %	433 083 210	72 %
TOTAL	12	100 %	604 707 938	100 %

Représentation par type de marche
montant total= 604 707 938 FCFA TTC

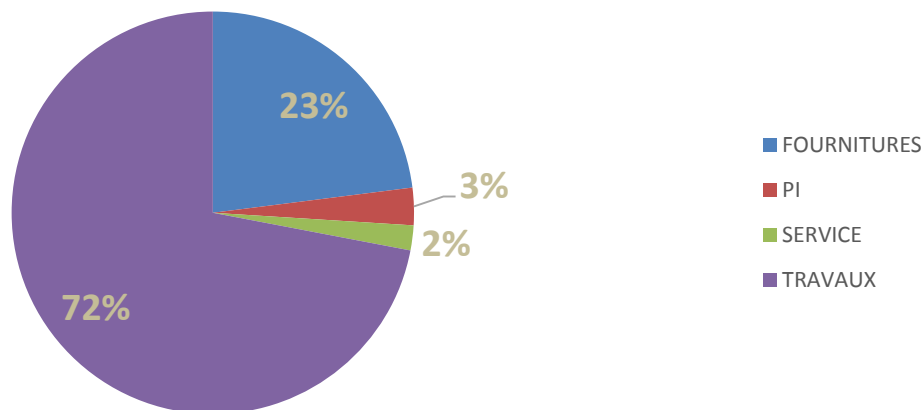
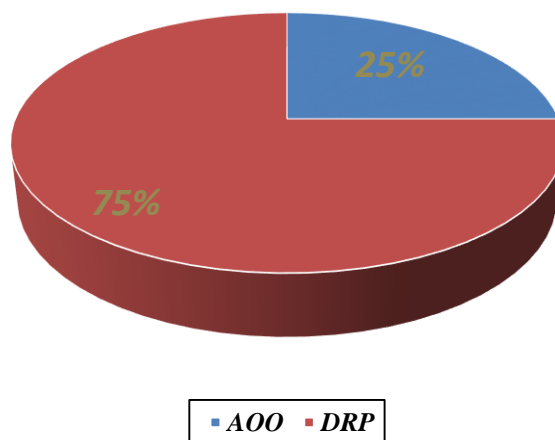


Tableau de l'échantillon par mode

Mode	Nombre	Pourcentage nombre	montant	Pourcentage montant
AOO	3	25 %	359 623 281	59 %
DRP	9	75 %	245 084 657	41 %
Total	12	100 %	604 707 938	100 %

Représentation par mode de passation des marches
montant total= 604 707 938 FCFA TTC



Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :

Les seuils applicables à l'ANIDA sont spécifiés à l'article 53 qui précise « pour ce qui concerne les marchés des sociétés nationales, des sociétés anonymes à participation publique majoritaire et des agences ou autres organismes ayant la personnalité morale, mentionnés à l'article 2.1 d) :

- a) 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

Marchés conclus par AOO

Les seuils de revue préalable des marchés de l'ANIDA par la DCMP fixes par l'arrêté 12 785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

Les seuils d'examen par la Direction chargée du contrôle des marchés publics des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, visés à l'article 140 b) du Code des Marchés publics sont fixés comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'alinéa 2.1 d) de l'article 2 du code des marchés publics :

- cent (100) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- deux cent (200) millions de francs CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ;

La revue a porté sur trois marchés passés par appel d'offre pour un total de trois cent-cinquante-neuf millions six cent-vingt-trois mille deux cent-quatre-vingt-un (359 623 281) francs CFA TTC, soit un pourcentage de 59% du total des marchés objet de la revue.

Il s'agit de :

- deux marchés de travaux pour un montant de 257 417 281 F cfa TTC et
- un marché de fourniture pour un montant de 102 206 000 F cfa TTC.

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :

Un seul marché audité a atteint le seuil de revue et a été soumis à la DCMP : il s'agit du marché suivant :
« **Acquisition d'un véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up, de 09 motos et d'un scooter** pour un montant de 102 206 000 F CFA TTC »

❖ **M3 : Marché « Acquisition d'un véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up, de 09 motos et d'un scooter »**

*Référence : AO/T_DEAI_005
Procédure en cours*

Après vérification, les **constats** sur ce marché sont les suivants :

- 1) Le marché est inscrit dans le PPM N°P_ANIDA_2014_10 pour la gestion 2014 transmis à la DCMP.
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis général de Passation de Marchés, publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 27 Mars 2014.
- 3) Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO et prennent en compte: l'Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, la date et l'heure de dépôt des offres (01 Septembre 2014 à 10 H 00 mn); le montant des garanties de soumission (Lot1 : 1 050 000 FCFA ; Lot 2 : 1 650 000 FCFA ; Lot 3 : 300 000 F CFA) et la durée de validité de l'offre (90 jours. Le délai d'un mois accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté
- 4) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, pas d'offres en retard) ;
- 5) La commission ayant ouvert les plis est celle nommée officiellement par la note de service n° 001/ANIDA du 10 Février 2014 et dont les membres ont signé l'attestation de la prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics en Janvier et Février 2014 ;
- 6) Les soumissionnaires ayant assisté à l'ouverture, ont signé la feuille de présence ;
- 7) Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO et l'offre conforme évaluée la moins disante a été retenue ;
- 8) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 9) Non-respect de l'heure d'ouverture des plis. Un retard de 30 minutes a été constaté en violation de l'article 67 du CMP ;
Date limite de dépôt le : 01/09/2014 à 10h 00mn
Date d'ouverture des offres : 01/09/2014 à 10 h 30 mn.
- 10) Non-respect du délai d'évaluation, prorogation du délai sans autorisation de la DCMP. Date du rapport d'évaluation est : 02/10/2014 soit 1 mois au lieu de 15 jours conformément à l'article 70 du CMP ;
- 11) Pas de document attestant de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;
- 12) L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le quotidien « LE SOLEIL » du 05 Novembre 2014.

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'attestent les lettres suivantes :

- Avis sur un dossier d'appel d'offres par lettre N°004035/MEFP/DCMP/52 du 24/07/2014.
- Avis sur un rapport d'analyse de offres et PV d'attribution provisoire par lettre N°006179/MEFP/DCMP/52 DU 14/11/2014

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du CMP ;
- Matérialiser la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires (Article 67 du CMP) ;
- Respecter le délai d'évaluation des offres après l'ouverture des plis (Article 70 du CMP)

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP :

Les deux marchés passés par appel d'offres et n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP sont les suivants

- *Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (Région de Kaolack), Diaglé (Région de Fatick), Tivaouane Peul (Région de Dakar) en deux (02) lots pour un montant de 89 180 511 FCFA TTC ;*
-
- *Travaux de réalisation de dix(10) fermes Naatangué dans le domaine agricole communautaire de Thiéppe en trois (03) lots pour un montant de 168 236 770 FCFA TTC.*
-

❖ ***MI : Marché AO/T_DEAI_012 intitulé « Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (Région de Kaolack),Diaglé (Région de Fatick), Tivaouane Peul (Région de Dakar) en deux (02) lots »***
Souscrit : 03/11/2014 ; approuvé : 03/11/2014 ; Notifié : 07/11/2014
Montant, Lot1 : 60 463 200 F cfa TTC, titulaire: HIC SA ;
Lot2: 28 717 311 F cfa TTC, titulaire : SENTEER:

Les **constats** sur ce marché sont les suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM N°P_ANIDA_2014_10 pour la gestion 2014 transmis à la DCMP ;
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis général de Passation de Marchés, publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 27 Mars 2014 ;
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché ;
- 4) Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO et prennent en compte: l'Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, la date et l'heure de dépôt des offres (30 Juin 2014 à 09 H 30 mn); le montant des garanties de soumission (Lot1 : 1 300 000 FCFA ;

- Lot 2 : 850 000 FCFA) et la durée de validité de l'offre (90 jours. Le délai d'un mois accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture ne peut être apprécié puisqu'il n'y a pas d'accusé de réception ou de décharge pour lesdites convocations ;
 - 6) Non-respect de l'heure d'ouverture des plis. Un retard de 30 minutes a été constaté en violation de l'article 67 du CMP. Prorogation des délais sans autorisation de la DCMP
Date limite de dépôt le : 30 Juin 2014 à 09h 30mn
Date d'ouverture des offres : 30 Juin 2014 à 10 h 00 ;
 - 7) La commission ayant ouvert les plis est celle nommée officiellement à cet effet ;
 - 8) Pour le lot 1, le candidat DIAMA TECHNOLOGY a été éliminé à l'ouverture puisqu'il a produit une Garantie de Soumission d'un montant inférieur à celui exigé ;
 - 9) Pas de document attestant de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;
 - 10) Les offres ont été évaluées par les agents habilités à le faire ;
 - 11) Tous les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés ;
 - 12) Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est de 35 jours, soit un retard de 20 jours en violation de l'article 67 du CMP :
Date d'ouverture des offres : le 30 Juin 2014 à 10 h 00
 - 13) Les candidats non retenus ont tous été informés par courrier N° 1040 à 1047/MAER/ANIDA/CJ/yk du Septembre 2014 ;
 - 14) Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est de 35 jours, soit un retard de 20 jours en violation de l'article 67 du CMP :
Date d'ouverture des offres : le 30 Juin 2014 à 10 h 00
Date d'approbation du rapport d'évaluation : le 04 Août 2014 ;
 - 15) L'attribution provisoire a été publiée dans le journal quotidien « LE SOLEIL »
 - 16) Le marché signé par le Directeur Général de l'ANIDA est conforme au projet contenu dans le DAO ;
 - 17) Les garanties requises sont prises en comptes pour les deux lots ;
 - 18) La soumission à l'approbation n'est pas faite ni par lettre, ni par bordereau : aussi aucune date ne permet de mesurer le délai entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation ;
 - 19) L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 11 Février 2015.
 - 20) Les mentions de l'avis d'attribution définitive sont conformes, elles portent sur : le numéro du marché, la dénomination du marché, le nombre d'offres reçues (7 pour le lot 1 et 5 pour le lot2), le nom et l'identification des lots, les noms et adresses des attributaires définitifs, les montants des offres retenues et les délais d'exécution (Lot1 :120 jours ; Lot2 :90 jours) ; cependant, la date de l'attribution provisoire du marché n'y est pas mentionnée ;
 - 21) Les marchés (lot 1 et lot 2) ont été approuvés par les autorités compétentes

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'attestent les lettres suivantes :

- Avis sur le Dossier d'Appel d'Offres par lettre N°2303/MEF/DCMP du 02 Mai 2014 ;
- Avis sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution provisoire par lettre N° 4577/MEF/DCMP/35 du 21 Août 2014 ;
- Avis sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution provisoire par lettre N° 4862/MEF/DCMP/35 du 05 Septembre 2014 ;
- Le marché (lots 1 & 2) a été immatriculé le 05 Novembre 2014.
- Les délais contractuels sont de 4 mois (120 jours) pour le lot 1 et de 3 mois (90jours) hors intempéries pour le lot 2. L'OS de démarrage du lot 1 est daté du 29/12/2014 et celui du lot 2 du 03/04/2015. Les entreprises sont dans les délais.
- Il n'y a pas encore de réception.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Respecter l'heure d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du CMP ;
- Respecter le délai d'approbation du rapport d'évaluation (Article 70 du CMP) ;
- Dater la soumission à l'approbation.

❖ **M2 : Marché intitulé « Travaux de réalisation de dix(10) fermes Naatangué dans le domaine agricole communautaire de Thiéppe en trois (03) lots»**

Référence : AO/T_DEAI_056

Marché en cours de signature.

La vérification du marché donne les remarques suivantes :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM N°P_ANIDA_2014_10 pour la gestion 2014 transmis à la DCMP ;
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis général de Passation de Marchés, publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 27 Mars 2014 ;
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché ;
- 4) Les mentions requises par la réglementation sont incluses dans l'Avis d'AO et prennent en compte: l'Objet du Marché, l'adresse à laquelle les candidats intéressés peuvent obtenir des informations, les exigences en matières de qualifications, la date et l'heure de dépôt des offres (05 Décembre 2014 à 09 H 30 mn); le montant des garanties de soumission (Lot1 : 2 400 000 FCFA ; Lot 2 : 1 000 000 FCFA ; Lot 3 : 2 000 000 FCFA TTC) et la durée de validité de l'offre (120 jours. Le délai d'un mois accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Non-respect de l'heure d'ouverture des plis. Un retard de 30 minutes a été constaté en violation de l'article 67 du CMP ;
Date limite de dépôt le : 05/12/2014 à 09h 30mn
Date d'ouverture des offres : 05/12/2014 à 10 h 00 mn
- 7) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, pas d'offres en retard.) et elle a été faite par la Commission nommée officiellement à cet effet ;
- 8) Pas de document attestant de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;
- 9) Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO : l'offre conforme évaluée la moins disante a été retenue ;
- 10) L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le quotidien « LE SOLEIL » n° 13399 du 24 Janvier 2015, l'avis d'attribution porte l'essentiel des mentions requises ;
- 11) Pas de document attestant de la soumission à l'approbation.

Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'atteste la lettre suivante :

- Avis sur un rapport d'analyse comparative des offres et PV d'attribution provisoire par lettre N°000203/MEFP/DCMP/68 du 19/01/2015

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du CMP ;
- Matérialiser la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires (Article 67 du CMP) ;
- Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation.

Marchés conclus par AOR

L'ANIDA n'a pas passé de marché par Appel d'offre restreint (AOR) durant l'exercice 2014.

Marchés de prestations intellectuelles

Durant l'exercice 2014, l'ANIDA a eu à passer une DRP sans Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) : le seuil requis pour cela n'étant pas atteint :

- « Sélection de bureaux de consultants pour la réalisation de l'étude détaillée du domaine agricole communautaire de Notto Diobass dans la région de Thiès » pour un montant est égal à 18 856 400 FCFA TTC attribué à INGEQUIP INGENIERIES. Il figure sur l'échantillon de la revue.

Ce marché a été examiné au point ci-dessous relatif aux DRP

Marchés conclus par DRP

Ils sont au nombre de neuf (09) et sont les suivants:

- Marché de DRP « Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba KANE, SEFA, DIALAMBERE, SAMECOUTA et d'un poulailler dans la ferme de Khombole » ;
- Marché de DRP « Nettoyement des locaux de l'ANIDA » ;
- Marché de DRP « Fourniture et pose d'équipement pour le compte de la ferme de Mandouard » ;
- Marché de DRP « Renforcement du parc de matériels informatiques et matériels divers » ;
- Marché de DRP « Sélection de bureaux de consultants pour la réalisation de l'étude détaillée du domaine agricole communautaire de Notto Diobass dans la région de Thiès » ;
- Marché de DRP « : Réalisation d'étables dans les fermes de Khombole (Région de Thiès), Keur Momar Sarr (Région de Louga) et Nguélou (Région de Thiès) » ;
- Marché de DRP « Réalisation de clôture, petites exploitations familiales et réalisation d'une étable »
- Marché de DRP « Réalisation de la piste Keur Momar Sarr Ndimbe (région de Louga) »
- Marché de DRP « Réhabilitation de la base de vie de la ferme Israélienne de Keur Momar Sarr ».

❖ **M4 : Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba KANE, SEFA, DIALAMBERE, SAMECOUTA et d'un poulailler dans la ferme de Khombole.**

Référence : T_DEAI_047

Titulaire : ENTREPRISE GENERALE DE BATIMENT (EGB)

Montant : lot 1 : 17 902 604 FCFA TTC

lot 2 : 8 254 521 FCFA TTC

Les **constats** sont:

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux neufs candidats de la liste restreinte dont huit ont accusé réception en déchargeant sur le cahier de transmission ;
- 4) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 5) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 6) Non coïncidence de la date limite de dépôt des offres et de celle de l'ouverture des plis.
- 7) Date limite de dépôt des offres : Le 08/07/2014 à 9 h 30 mn
- 8) Ouverture des plis le 8/07/2014 à 10 h 00mn.
- 9) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 10) Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée la moins disante et a fait l'objet d'un contrat dûment signé ;
- 11) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés ;
- 12) La situation des paiements afférents à la DRP s'établit ainsi :
 - L'avance représentant 20% du montant du marché, a été payée par chèque N°0175302 du Trésor Public le 12/12/2014.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du CMP ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.

❖ **M5 : Nettoyement des locaux de l'ANIDA**

Référence : S_DAF_048

Titulaire : GIE DABAKH MALICK

Montant : 1 117 404 FCFA TTC/mois pour 12 mois

Les **constats** sont les suivants :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;

- 4) Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas mentionnées
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée la moins disante et a fait l'objet d'un contrat dûment signé ;
- 9) Un avis de d'attribution a été envoyé aux soumissionnaires non retenus qui ont accusé réception sur une copie dudit avis ;
- 10) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés ;
- 11) La procédure de réception a été conforme à la nature de la prestation ;
- 12) Le prestataire doit envoyer à la fin de chaque mois une facture qui, pour être payée est revêtue de la mention « certifié service fait, Dakar le..... » signée par le Directeur Général ;
- 13) Plusieurs factures ne comportent ni date ni période durant laquelle la prestation a été effectuée ;
- 14) La situation des paiements afférents à la DRP s'établit ainsi :

- Facture n° 006 : 1 177 404 Fcfa (chq n°9309985 du2014 ;
- Facture n° 007 1 177 404 Fcfa (chq n°9310007 du 06/08/2014) ;
- Facture n° 008 1 177 404 Fcfa (chq n°93100 31 du 25/08/2014) ;
- Facture n° 009 1 177 404 Fcfa (chq n°0019457 du 04/10/2014) ;
- Facture n° 0010 1 177 404 Fcfa (chq n°0019483 du 05/11/2014) ;
- Facture n° 0010 997 800 Fcfa (chq n°0019500 du 02/12/2014) ;
- Facture n° 0011 997 800 Fcfa (chq n°0086678 du 23/01/2015) ;
- Facture n° 0011 997 800 Fcfa (chq n°0086693 du 04/02/2015) ;

Il faut noter que plusieurs factures ne comportent ni date ni période durant laquelle la prestation a été effectuée. Il faut noter que plusieurs factures ne comportent ni date ni période durant laquelle la prestation a été effectuée.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Veiller aux remises simultanées de la lettre d'invitation (recueillir les accusés de réception) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;
- Réclamer des factures assez explicites : datées et mentionnant la période de la prestation.

❖ M6 : Fourniture et pose d'équipement pour le compte de la ferme de Mandouard

Référence : F_DEAI_053

Titulaire : NEGODIS

Montant : 10 776 940 F CFA TTC

Constats :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;

- 4) La réception des lettres d'invitation a été matérialisée par des accusés de réception en déchargeant le cahier de transmission ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché est attribué au 2e moins disant à savoir NEGODIS : le rapport d'évaluation stipule que SOFICA le 1er moins disant au moment de l'ouverture des offres n'a pas respecté le canevas des différentes prestations défini dans le devis quantitatif de base et a changé le libellé du cadre de devis, du coup son offre n'a pas été conforme ;
- 9) Un avis de d'attribution a été envoyé à tous les soumissionnaires qui ont accusé réception sur une copie dudit avis ;
- 10) La DRP a fait l'objet d'un contrat approuvé et enregistré au niveau de la Direction des Impôts et Domaines ;
- 11) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.

❖ M7 : Renforcement du parc de matériels informatiques et matériels divers (F-DAF-002)
Référence :

Titulaires : Lot1 : OUMOU INFORMATIQUE
Lot2 : IBC TECHNOLOGY CORPORATION

Montants : Lot1 : 21 674 240 FCFA ; TTC
Lot2: 4 702 300 FCFA TTC

Les **constats** sont les suivants:

- 1) L La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) La réception des lettres d'invitation a été matérialisée par des accusés de réception en déchargeant le cahier de transmission ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Les lots ont été attribués aux offres conformes évaluées les moins disantes ; mais, par rapport au lot 1, s'est désistée à cause d'erreurs de calcul de sa part mentionnées dans sa correspondance adressée à l'ANIDA. Alors, le Directeur Général de l'ANIDA a saisi de la DCMP qui a été d'avis que la commission des marchés de l'ANIDA peut attribuer le marché au candidat classé second moins disant dont l'offre est jugée conforme et qui répond aux critères de qualification ;

- 9) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés.
- 10) La livraison du lot 2 est faite sans établissement d'un PV de Réception constatant le non-respect des spécifications retenues pour l'onduleur ;
- 11) La situation des paiements afférents à la DRP s'établit ainsi :
 - Le lot 1 a été payé par chèque N°0175284 du Trésor Public le 11/11/2014.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;
- Dès réception, dresser un PV en y mentionnant, s'il y a lieu, toute réserve émise.

❖ M8 : Sélection de bureaux de consultants pour la réalisation de l'étude détaillée du domaine agricole communautaire de Notto Diobass dans la région de Thiès.

Référence : C-DEAI-059

Titulaire : INGEQUIP INGENIERIES

Montant : 18 856 400 FCFA TTC

Constats :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) La réception des lettres d'invitation a été matérialisée par des accusés de réception sur des copies de ladite lettre ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet en deux étapes : ouverture des offres techniques puis celle des offres financières ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché a été attribué à l'offre conforme évaluée la moins disante et il a fait l'objet d'un contrat signé et enregistré ;
- 9) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés.

Recommandations :

- *Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;*

❖ M9 : Réalisation d'étables dans les fermes de Khombole (Région de Thiès), Keur Momar Sarr (Région de Louga) et Nguélou (Région de Thiès)

Référence : T-DEAI 028

Titulaire : Sénégalaise des Travaux Publics (SETRAP SARL)

Montant : 24 318 225 Fcfa TTC

Constats :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) Tous les candidats présélectionnés ont effectivement reçu la lettre d'invitation (les accusés de réception ont été constatés dans le registre de transmission et sur une copie de la lettre d'invitation) ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché attribué à l'entreprise ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante a fait l'objet d'un contrat ;
- 9) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés ;
- 10) Des réceptions partielles ont eu lieu :
 - ✓ PV de réception technique (partielle) du 28/10/2014 ;
 - ✓ PV de réception technique (partielle) du 08/12/2014 ;

La réception définitive n'est pas encore prononcée plus de 90 jours après la notification de l'Ordre de Service en date du 03/07/2014 commandant le démarrage des travaux le 24/07/2014.
- 12) La situation des paiements afférents à la DRP s'établit ainsi :
 - Décompte n° 01 du 30/10/2014, montant : 8 106 075 Fcfa (par chèque n° 0175287 du 12/11/2014) ;
 - Décompte n°02 du 08/12/2014, montant : 7 333 128 Fcfa (par chèque n°0175305 du 29/12/2014)

Le dernier décompte n'est pas encore soumis au règlement.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;
- Respecter les formalités de réception : mettre en place, par acte écrit, une commission de réception;

❖ M10 : « Réalisation de clôture, petites exploitations familiales et réalisation d'une étable »		
Référence : T-DEAI 051		
Lots	Titulaires	Montant Fcfa TTC
Lot1 : Fourniture et pose d'une clôture grillagée pour 01 ha, soit 400 m et réalisation d'une étable)	Diokel Entreprise SARL	6 844 561
Lot 2 : Fourniture et pose de 12 clôtures grillagées dans les régions de Thiès, Diourbel, Fatick et Ziguinchor	Sénégalaise des Travaux Publics (SETRAP SARL)	25 719 115

Constats:

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) Tous les candidats présélectionnés ont effectivement reçu la lettre d'invitation ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes en séance publique par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Les deux lots ont été attribués aux soumissionnaires ayant présenté les offres conformes évaluées les moins disantes : la DRP a donc fait l'objet de deux contrats avec des Ordres de Service pour commencer les travaux le 29 Janvier 2015;
- 9) Un avis de d'attribution (sans date ni numéro) a été envoyé à tous les soumissionnaires qui ont accusé réception sur une copie dudit avis
- 10) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés ;
- 11) L'exécution n'était pas encore terminée lors de notre passage en Février 2015.

Recommandations :

- *Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;*
- *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;*

❖ **M11 : Réalisation de la piste Keur Momar Sarr Ndimbe (région de Louga) (T-DEAI 064**

Référence :

Titulaire : SETRAP

Montant : 48 734 000Fcfa TTC

Constats :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMP ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) Tous les candidats présélectionnés ont effectivement reçu la lettre d'invitation ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant ;
- 6) Les offres ont été ouvertes en séance publique par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché a été attribué au candidat ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante et a fait l'objet d'un contrat et un Ordre de Service indiquant la date de démarrage des travaux pour le 28 Janvier 2015 ;
- 9) Un avis de d'attribution a été envoyé à tous les soumissionnaires non retenus qui ont accusé réception sur une copie dudit avis ;
- 10) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés.
- 11) L'exécution a juste débuté en fin Janvier 2015.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;

❖ **M12 : Réhabilitation de la base de vie de la ferme Israélienne de Keur Momar Sarr (T-DEAI 058)**

Référence :

Titulaire : OZE SUARL

Montant : 43 892 903 Fcfa TTC

Constats :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM N°_ANIDA_2014_10 transmis à la DCMF ;
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement ;
- 3) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par la lettre d'invitation adressée aux candidats de la liste restreinte ;
- 4) Tous les candidats présélectionnés ont effectivement reçu la lettre d'invitation ;
- 5) Le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture n'a pas fait l'objet d'un acte probant.
- 6) Les offres ont été ouvertes en séance publique par la Commission des Marchés officiellement nommée à cet effet ;
- 7) L'évaluation a été faite selon les critères prévus par la DRP ;
- 8) Le marché a été attribué au candidat ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante et a fait l'objet d'un contrat d'une durée de 90 jours à compter du 09 Février 2015 comme indiqué sur l'Ordre de Service n° 112/MAER/ANIDAIDEAI/aad du 27/01/2015;
- 9) Un avis de d'attribution en date du 26/06/2014 a été envoyé à tous les soumissionnaires qui ont accusé réception sur une copie de l'avis (il fait office de notification pour l'attributaire et les candidats non retenus);
- 10) Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés.

Recommandations :

- Matérialiser le respect des cinq jours francs entre la réception de la convocation et la date d'ouverture des plis (Article 39 du CMP) ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 ;

Marchés passés par ententes directes :

L'ANIDA n'a pas passé de marché par entente directe durant l'exercice 2014.

Avenants :

Aucun avenant n'a été relevé sur la liste des marchés exécutés par l'ANIDA en 2014.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :

De légers fractionnements ont été relevés sur les demandes de cotation vérifiées, notamment sur les réparations de véhicules et sur le transport de matériels qui auraient pu faire l'objet de marchés de clientèle.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :

Aucun recours n'a été noté sur ni sur les marchés ni sur les demandes de cotation présentés à la mission.

Constats relatifs à l'exécution financière

Le paiement des prestations est fait essentiellement en tenant compte du manuel de procédures qui a été mis à notre disposition. Les règlements sont faits par chèque ou virement. Pour les petites dépenses une caisse d'avance a été mise en place.

Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

Il s'agit pour l'audit physique de :

- contrôler, dans le cadre d'une procédure spécifique, la matérialité et la conformité des travaux / fournitures / équipements.
- contrôler, lorsque cette procédure est applicable (biens d'équipement, prestations intellectuelles appuyées par un rapport), la matérialité des prestations par des audits physiques « sur le terrain ».
- contrôler l'existence et le caractère fonctionnel de la Comptabilité des Matières.

Cette vérification sera effectuée in situ sur le terrain, et par rapprochement des données comptables et des P.V de réception.

Sélection

La vérification physique des travaux sera effectuée après validation par l'ARMP et devra porter sur les marchés :

REFERENCE	OBJET	MODE	MONTANT
T_DEAI_047	Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba KANE (Diourbel), Sagna (Kaffrine), SEFA (Sedhiou), Dialambéré (Kolda) et Samécouta (Kédougou) et d'un poulaller dans la ferme de Khombole (Thiès)	DRP	lot 1 : 17 902 604 FCFA TTC lot 2 : 8 254 521 FCFA TTC
T_DEAI_056	Renforcement de la ferme de THIEPPE (région de Louga) avec la réalisation de dix fermes "Natangué" et des infrastructures de base	AOO	Lot 1 : 81 715 000 FCFA TTC Lot 2 : 48 754 060 FCFA TTC Lot 3 : 37 767 710 FCFA TTC

Travaux à effectuer

Les travaux se feront sur le terrain et vont porter sur la réalisation effective des prestations, sur le déroulement des chantiers, la tenue des PV des réunions, la détection des cas manifestes et significatifs de malfaçons, de livraisons fictives ou non conformes.

Résultats

Les résultats relatifs l'audit physique seront connus après la visite de l'expert commis à cet effet.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS :

VIOLATIONS	ARTICLES DU CMP/décret 2011-1048 du 27/07/11	RECOMMANDATIONS
Publication tardive de l'AGPM	Articles 6 et 56	<i>se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication du PPM et de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante</i>
Non précision des dates de réception des lettres d'invitation	Article 78	<i>Veiller aux remises simultanées de la lettre d'invitation (recueillir les accusés de réception)</i>
Non-respect des cinq jours francs pour les convocations	Article 39	<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>
Non-respect de l'heure d'ouverture	article 67	<i>Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément au CPM</i>
Transmission du PV d'ouverture	Article 67	<i>Matérialiser la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires</i>
Non-respect délai d'évaluation	Article 70	<i>Respecter le délai d'étude et d'analyse des offres</i>
Non-respect du délai d'approbation du rapport d'évaluation	Article 83	<i>Respecter le délai d'approbation du rapport d'évaluation</i>
Soumission à l'approbation		<i>Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation</i>
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	article 78 et arrêté n° 107 du 07/01/15	<i>Publier systématiquement les résultats des DRP sur le site des marchés publics</i>

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :

RECOMMANDATIONS FORMULES PAR LE PRECEDENT AUDITEUR A LA SUITE DE LA REVUE DE 2013	ACTIONS DE L'AC
La convocation des membres de la Commission des Marchés au moins cinq (05) jours avant la tenue de leurs réunions	Recommandation non encore appliquée
Absence de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis	Recommandation non encore appliquée
L'insuffisance dans l'archivage et le classement de tous les documents relatifs aux marchés c'est-à-dire du début de la procédure jusqu'à l'exécution totale conformément au modèle type de l'ARMP.	Recommandation non encore appliquée

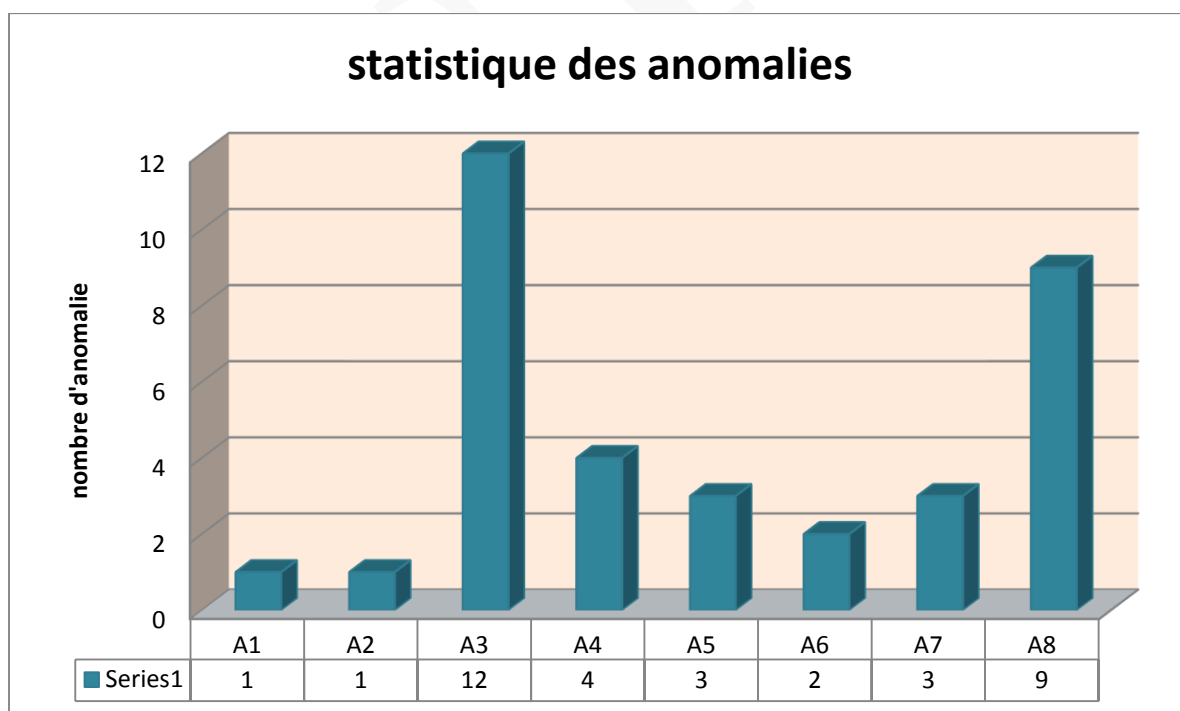
Toutes ces recommandations n'ont pas connu une amélioration notable. Aussi, elles restent d'actualité et doivent faire l'objet d'une attention particulière.

10.Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Les anomalies relevées sont résumées dans le tableau ci-dessous :

n°	ANOMALIES	P P M	A G P M	C M	C P M	M 1	M 2	M 3	M 4	M 5	M 6	M 7	M 8	M 9	M 10	M 11	M 12	total
A1	Publication tardive de l'AGPM		1															1
A2	Inexistence d'accusé de réception des lettres d'invitation									1								1
A3	Non-respect du délai de cinq jours francs pour la CM					1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12
A4	Non-respect date et heure d'ouverture des offres					1	1	1	1									4
A5	Transmission du PV d'ouverture					1	1	1										3
A6	Délai d'évaluation					1	1											2
A7	Soumission à l'approbation					1	1	1										3
A8	Non publication des résultats de la DRP								1	1	1	1	1	1	1	1	1	9



ANNEXES

ANNEXES :

1.1 liste des marchés de l'ANIDA exécutés en 2014

N°	Marché conclu	TYPE	Mode de Passation	Titulaire	Montant
1.	Réalisation et impression de supports et articles promotionnels	Services	DRP	IMPRIMERIE NEDAK SARL	5 740 700
2.	Réalisation et pose de panneaux de route externe et de réécriture de façade	Services	DRP	YASSINE EXPRESS SERVICES	5 559 334
3.	Maintenance parc informatique et téléphonique	Services	DRP	IBC TECHNOLOGIE CORPORATION	3 935 300
4.	Renforcement du parc informatique	Fournitures	DRP	LOT 2 OUMOU INFORMATIQUE LOT1 IBC TECHNOLOGIE	21 674 240 4 702 300
5.	Acquisition de mobilier de bureau	Fournitures	DRP	LOT 1 OFFICE CHOISE LOT2 OUMOU INFORMATIQUE	3 156 500 176 410
6.	Acquisition de fournitures de bureau	Fournitures	DRP	DIAMA SERVICES	13 788 772
7.	Acquisition de consommables informatiques	Fournitures	DRP	NDINDI SERVICE	2 903 980
8.	Nettoyement des locaux de l'ANIDA	Services	DRP	DABAKH MALICK	13 408 848
9.	Acquisition de semences (en cours)	Fournitures	DRP	AGROSEED	6 564 500
10	Acquisition d'intrants	Fournitures	DRP	LOT2 TOP MOUNTAIN LOT1 GIE CAP VERT	12 420 000 2 783 000
11	Acquisition de petits matériels agricoles pour les fermes 12	Fournitures	DRP	NIAYES SARRAUT	772 375
12	Etude détaillé du DAC de Notto Diobass (en cours)	Prestation Intellectuelle	DRP	INGEQUIP	18 856 400
13	Réalisation d'une base de vie dans la ferme israélienne de KMS	Travaux	DRP	OZE	43 892 903
14	Travaux de clôture et réalisation d'une étable pour l'appui à des périmètres privés à Saint Louis, Diourbel, Fatick et Ziguinchor	Travaux	DRP	LOT2 SETRAP LOT 1 DIOCKEL ENTREPRISE	25 719 115 844 561

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

15	Equiperment du poulailler de la ferme de Fatick	Travaux	DRP	LOT1 DIOCKEL ENTREPRISE LOT 2 SENTEER LOT3 DIOCKEL ENTREPRISE	5 748 742 5 062 410 3 395 450
16	Amélioration de la chèvrerie de Matam	Travaux	DRP	SAHEL CONSTRUCTION	6.755.500
17	Construction de magasins dans les fermes de Keur Samba Kane, Sagna, Séfa, Dialambéré et Samécouta et d'un poulailler dans la ferme de Khombole	Travaux	DRP	EGB MBALLO DIOUF	26.157 125
18	Travaux de réalisation d'une digue à Ndiéguène	Travaux	DRP	DIOCKEL ENTREPRISE SARL	9.204.000
19	Réalisation d'étables dans les fermes de Khombole, Keur Momar Sarr et Nguélou	Travaux	DRP	SETRAP	24.318. 225
20	Réalisation de la piste Keur Momar Sarr- Ndimbe	Travaux	DRP	SETRAP	48.734 000
21	Aménagement des entrées principales de 20 fermes 'Naatangué'	Travaux	DRP	SAHEL CONSTRUCTION	14.160 000
22	Approvisionnement en eau de la base vie de Keur Momar SARR potable sur 1.5 km	Travaux	DRP	DIOUBO SARL	9.623 000
23	Éclairage solaire de la base vie de Keur momar SARR et raccordement électrique de la station de pompage sur 250 m	Travaux	DRP	ELBAT SERVICES	14.426 780
24	Clôture de la ferme israélienne sur 45 ha	Travaux	DRP	AIT ALIYAH INTERNATIONAL	14.304 650
25	Fourniture et pose d'équipement pour le compte de la ferme de Mandouar	Fournitures	DRP	NEGODIS	9.776 940
26	Fourniture et pose d'équipement d'exhaure de puits pour l'appui à des périmètres les privés à de St Louis, Diourbel, Fatick, Thiès et Ziguinchor 052	Fournitures	DRP	SARMATI	3.032 700
27	Fourniture de 20 ha de gaine goutte à goutte (200 000ml)	Fournitures	DRP	DIOUBO SARL	260 000
28	Fourniture de 12 kits de clôture pour 15 ha	Fournitures	DRP	ENTREPRISE CHEIKHOU TALL	15.901 680
29	Fourniture de 12 kits de réseau d'irrigation de 0.5 ha	Fournitures	DRP	AMAI SARL	9.869 720

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

30	Achat de 30 T d'aliments laitiers 055	Fournitures	DRP	GIE CAP VERT	3.375 000
31	Achat aliments tous ruminants 042	Fournitures	DRP	SOPRODEL	5.000 000
32	Acquisition d'aliments vaches laitières 043	Fournitures	DRP	NMA SANDERS	7.600 000
33	Travaux de consolidation de fermes agricole et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh (région de Kaolack), Diaglé (région de Fatick), Tivaouane Peul (région de Dakar) T_DEAI_012	Travaux	AOO	LOT1 : HICS LOT2 : SENTEER	60 463 200 29 717 311
34	Réalisation de fermes agricoles à Thiariack (cr Keur Baka, région de Kaolack), Ndiné (cr Niakhène, région de Thiès), Malème Niani (Région de Tambacounda), Goudiry (Région de Tambacounda), Linguère (Région de Louga) ». Appel d'Offres : N° T_DEAI_008	Travaux	AOO	LOT1&2 : HICS LOT3&4 : ERTHEG LOT5 : DIOUBO SARL	137 750 250 100 997 970 111 272 433
35	Maintenance et réparation des infrastructures hydro mécaniques et acquisition de petits matériels et outillages	Travaux	AOO	ERTHEG	43.211 600
36	Réalisation de fermes de production animale dans les communes de Sangalkam (Région de Dakar), Diourbel et Taïba Ndiaye (Région de Thiès, communauté rurale de Taïba Ndiaye), T_DEAI_27	Travaux	AOO	ETABLISSEMENTS NDIAYE & FRERES	53.643 682
37	Travaux de réalisation de dix (10) Fermes Naataangué dans le Domaine Agricole Communautaire de Thieppe» N° T_DEAI_56	Travaux	AOO	Lot 1 : Union des GIE maraichers des Niayes Lot 2 : Flex NRJ Lot 3 : SENTEER	81.715 000 48.754 060 38.767 710
38	Travaux de réalisation de cinq (5) fermes Naatangué dans le Domaine Agricole Communautaire de Keur Samba Kane N° T_DEAI_057	Travaux	AOO	Lot 3 : Senteer Lot 2 : Comet Afrique Lot 1 : Union des gie des maraichers	Lot 3 : 14 259 061 Lot 2 : 22 338 521 Lot 1 : 15.876 900
39	L'Acquisition d'1 véhicule 4x4 station wagon, de trois pick up de 9 motos et d'1 scooter, en trois lots distincts T_DAF_005	Fournitures	AOO	CFAO	102.206 000
40	Travaux de réhabilitation des fermes du PAPASTI T_DEAI_013	Travaux	AOO	AGRHY SOL INTERNATIONAL	55 472 508
	TOTAL				1 238 874 196

Type de marchés	Nombre	Pourcentage nombre	Montant	Pourcentage montant
FOURNITURES	3	25 %	139 359 480	23 %
PI	1	8 %	18 856 400	3 %
SERVICE	1	8 %	13 408 848	2 %
TRAVAUX	7	59 %	433 083 210	72 %
TOTAL	12	100 %	604 707 938	100 %

Mode	Nombre	Pourcentage nombre	montant	Pourcentage montant
AOO	3	25 %	359 623 281	59 %
DRP	9	75 %	245 084 657	41 %
Total	12	100 %	604 707 938	100 %

1.2 Réponses de l'autorité Contractante :

ANOMALIES	RECOMMANDATIONS	Réponses de l'autorité Contractante
Publication tardive de l'AGPM	<i>se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication du PPM et de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante</i>	Le retard vient de ce que l'AGPM est basé sur le PPM (qui a été soumis à la publication dans les détails). Des modifications apportées par la suite (informations sur la disponibilité budgétaire réelle) au PPM ont retardé la publication de l'AGPM
Non précision des dates de réception des lettres d'invitation	<i>Veiller aux remises simultanées de la lettre d'invitation (recueillir les accusés de réception)</i>	Nous prenons acte de la production d'une copie de la page du registre de transmission des lettres d'invitations avec accusés de réception datés
Non-respect des cinq jours francs pour les convocations	<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>	Les décharges produites ne sont pas datées à l'exception d'une seule. Par ailleurs, ce n'est pas le délai entre la date de l'établissement de la convocation et celle de la tenue de la réunion de la Commission des Marchés qui consacre le respect des cinq jours francs mais, plutôt <i>le délai entre la date de réception effective de la convocation et la date de la tenue de la réunion en question</i>
Non-respect de l'heure d'ouverture	<i>Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément au CPM</i>	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de réalisation de 10 fermes Nattangué à Thieppe : L'ouverture a eu lieu à 10 heures mais l'heure limite de dépôt a été fixée à 09h 30mn le même jour : il n'y a pas eu donc

		<p>coïncidence entre l'heure limite de dépôt et l'heure d'ouverture des plis.</p> <p>Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul :</p> <p>Dans le 1^{er} alinéa du point 7 de l'Avis d'Appel d'Offres (« LE SOLEIL » du 22/05/2014, vous mentionnez que les <i>offres doivent être déposées au plus tard le 30 Juin 2014 à 09 heures 30 précises</i> et dans le 2^{ème} alinéa, vous dites que <i>les offres seront ouvertes le même jour à 10 heures précises</i> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquisition d'un véhicule 4x4, de trois pick-up, de neuf motos et d'un scooter : <p>L'examen de plusieurs dossiers lors d'une séance d'ouverture ne saurait justifier le non-respect des heures d'ouverture.</p>
Transmission du PV d'ouverture	<i>Matérialiser la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires</i>	L'article 67.4 du Code de Marchés Publics ne dit pas que le PV d'ouverture doit être remis aux seuls candidats présents à la séance d'ouverture (il doit être remis à tous les soumissionnaires présents ou pas). Leur présence n'est pas obligatoire.
Non-respect délai d'évaluation	Respecter le délai d'étude et d'analyse des offres	<p>Travaux de réalisation de 10 fermes Nattangué à Thieppe : l'article 70 du CPM prévoit d'attribuer le marché 15 j au maximum après l'ouverture. Celle-ci a eu lieu le 05/12/2014 et l'attribution s'est déroulée le 17/12/2014, soit 12 jours après (copies en annexe) ;</p> <p>Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul : les experts en charge de l'évaluation de certains aspects techniques étaient exceptionnellement en mission pour des cas d'extrême urgence (dépannage), ce qui a retardé l'analyse et l'attribution.</p>
Non-respect du délai d'approbation du rapport d'évaluation	<i>Respecter le délai d'approbation du rapport d'évaluation</i>	
Soumission à l'approbation	<i>Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation</i>	
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	<i>Publier systématiquement les résultats des DRP sur le site des marchés publics</i>	La non publication sur le site des DRP attribuées n'est pas systématique, comme en atteste l'exemple du marché portant « Fourniture et pose d'équipement d'exhaure pour la feme de Mandouard », publié sur le site, ou celui portant « Réalisation de la piste

		Keir Momar Sarr/Ndimbe » (v copie en pj). Par ailleurs plusieurs avis de publication ont été effectivement envoyés le 09/12/2014 à la DCMP qui avait en charge la publication sur le site. Une autre sollicitation pour publication ayant été transférée aux autorités contractantes, l'ANIDA a pris les dispositions pour assurer désormais cette tâche.
Retard dans l'exécution des prestations	<i>Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.</i>	
Non-respect des procédures de réception	<i>Mettre en place une commission avec plus d'une personne pour réceptionner les prestations en présence du prestataire</i>	Une Commission de Réception a été instituée par note de service. Tout matériel ou stock réceptionné à l'Agence a fait l'objet d'un PV de réception sans quoi le paiement n'est pas effectué. Toute anomalie constatée est mentionnée dans le PV de réception comme réserve. S'il n'y a pas de réserve effectivement le PV ne peut le mentionner (voir en pièce jointe la Note de Service instituant la Commission de Réception et le modèle de PV de réception).

1.3 Réponses du Cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante :

RECOMMANDATIONS	Réponses de l'autorité Contractante	Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante
<i>se conformer aux articles 6 et 56 du CMP sur la publication du PPM et de l'AGPM qui devait se faire avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour la passation des marchés envisagés par l'autorité contractante</i>	Le retard vient de ce que l'AGPM est basé sur le PPM (qui a été soumis à la publication dans les détails). Des modifications apportées par la suite (informations sur la disponibilité budgétaire réelle) au PPM ont retardé la publication de l'AGPM	Dès lors que le PPM est établi à la suite de l'établissement du budget, l'AGPM doit être publié avant la fin du mois de Janvier de l'année prévue pour la passation des marchés. Les éventuelles modifications du PPM ne peuvent en aucun cas justifier le retard de la publication de l'AGPM
<i>Veiller aux remises simultanées de la lettre d'invitation (recueillir les accusés de réception)</i>	Les candidats invités ont tous déchargés sur le registre (voir copie en pièce jointe)	Nous prenons acte de la production d'une copie de la page du registre de transmission des lettres d'invitations avec accusés de réception datés
<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>	Les copies de convocation déchargées et les PV d'ouverture(joints en annex) montrent bien le souci de respecter cette disposition, le délai dépassant	Les décharges produites ne sont pas datées à l'exception d'une seule. Par ailleurs, ce n'est pas le délai entre la date de l'établissement de la convocation et celle de la tenue

	<p>même parfois largement celui des cinq jours francs (exemple des travaux de consolidation des fermes ou d'acquisition des véhicules). Il arrive cependant que les correspondances accusent un retard entre l'enregistrement au courrier et la remise effective aux membres qui peuvent être absent de leur bureau pendant cette période.</p>	<p>de la réunion de la Commission des Marchés qui consacre le respect des cinq jours francs mais, plutôt <i>le délai entre la date de réception effective de la convocation et la date de la tenue de la réunion en question</i></p>
<p><i>Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément au CPM</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de réalisation de 10 fermes Nattangué à Thieppe : Dans les faits, l'ouverture des plis a eu lieu à 10 heures, même si le PV n'en fait pas référence (joint en annexe). Il s'agit donc d'une omission ; • Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul : L'heure a été rigoureusement respectée ; les plis ont été ouverts à 10 heures, conformément aux indications contenues dans l'avis spécifique du marché (voir pièce en annexe) ; • Acquisition d'un véhicule 4x4, de trois pick-up, de neuf motos et d'un scooter : Il arrive que la Commission des Marchés examine plusieurs dossiers lors d'une séance. Des dépassements sur un dossier se traduisent forcément par l'ouverture tardive de marchés suivants. C'est le cas de ce marché, ouvert à 12 heures, plutôt qu'à 10 h 30 mn comme prévu. 	<p>L'ouverture a eu lieu à 10 heures mais l'heure limite de dépôt a été fixée à 09h 30mn le même jour : il n'y a pas eu donc coïncidence entre l'heure limite de dépôt et l'heure d'ouverture des plis.</p> <p>Dans le 1^{er} alinéa du point 7 de l'Avis d'Appel d'Offres (« LE SOLEIL » du 22/05/2014, vous mentionnez que les <i>offres doivent être déposées au plus tard le 30 Juin 2014 à 09 heures 30 précises</i> et dans le 2^{ème} alinéa, vous dites que <i>les offres seront ouvertes le même jour à 10 heures précises</i> ;</p> <p>L'examen de plusieurs dossiers lors d'une séance d'ouverture ne saurait justifier le non-respect des heures d'ouverture.</p>
<p><i>Matérialiser la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de réalisation de 10 fermes Nattangué à Thieppe ; • Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul ; 	<p>L'article 67.4 du Code de Marchés Publics ne dit pas que le PV d'ouverture doit être remis aux seuls candidats présents à la séance d'ouverture (il doit être remis à tous les soumissionnaires présents ou pas). Leur présence n'est pas obligatoire.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition d'un véhicule 4x4, de trois pick-up, de neuf motos et d'un scooter : Le PV a été remis (contre décharge) aux soumissionnaires présents (voir pièces jointes), pour ce qui est du marché portant « Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul », nous tenon cependant à préciser que le code (art. 67.4) dispos que les PV d'ouverture sont remis aux candidats, ce qui suppose leur présence physique. Pour ces différents marchés, les candidats étaient effectivement présents (voir copie signée), mais n'ont pas attendu la rédaction du PV, une fois les informations relatives aux prix portées à leur connaissance. A chaque fois qu'ils sont présents, le PV leur est systématiquement remis (contre décharge), comme en atteste les décharges sur les PV d'ouverture du second marché cité. 	
Respecter le délai d'étude et d'analyse des offres	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de réalisation de 10 fermes Nattangué à Thieppe : l'article 70 du CPM prévoit d'attribuer le marché 15 j au maximum après l'ouverture. Celle-ci a eu lieu le 05/12/2014 et l'attribution s'est déroulée le 17/12/2014, soit 12 jours après (copies en annexe) ; Travaux de consolidation de fermes agricoles et de production animale à Taïba Niassène, Gapakh, Tivaouane Peul : les experts en charge de l'évaluation de certains aspects techniques étaient exceptionnellement en mission pour des cas d'extrême urgence (dépannage), ce qui a retardé l'analyse et 	<p>Pour ce marché, il n'a été fait cas de dépassement du délai d'évaluation.</p> <p>Dans le cas exceptionnel de dépassement, il faut demander une autorisation à la DCMP.</p>

	l'attribution.	
<i>Respecter le délai d'approbation du rapport d'évaluation</i>		
<i>Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation</i>		
<i>Publier systématiquement les résultats des DRP sur le site des marchés publics</i>	La non publication sur le site des DRP attribuées n'est pas systématique, comme en atteste l'exemple du marché portant « Fourniture et pose d'équipement d'exhaure pour la feme de Mandouard », publié sur le site, ou celui portant « Réalisation de la piste Keir Momar Sarr/Ndimbe » (v copie en pj). Par ailleurs plusieurs avis de publication ont été effectivement envoyés le 09/12/2014 à la DCMP qui avait en charge la publication sur le site. Une autre sollicitation pour publication ayant été transférée aux autorités contractantes, l'ANIDA a pris les dispositions pour assurer désormais cette tâche.	La publication n'est donc pas systématique. Par ailleurs, les copies des avis de publication transmis à la DCMP (les 09/12/2014 et 24/12/2014) ne sont pas jointes à vos observations.
<i>Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.</i>		
<i>Mettre en place une commission avec plus d'une personne pour réceptionner les prestations en présence du prestataire</i>	Une Commission de Réception a été instituée par note de service. Tout matériel ou stock réceptionné à l'Agence a fait l'objet d'un PV de réception sans quoi le paiement n'est pas effectué. Toute anomalie constatée est mentionnée dans le PV de réception comme réserve. S'il n'y a pas de réserve effectivement le PV ne peut le mentionner (voir en pièce jointe la Note de Service instituant la Commission de Réception et le modèle de PV de réception).	Acte est pris pour votre précision (<i>Note de service désignant les membres de la Commission de réception</i>). Une réception non faite dans les règles de l'art ne veut pas dire la non mise en place d'une Commission de Réception. Des réceptions partielles non suivies de réception définitive ont été constatées alors que le délai d'exécution du marché est largement dépassé En outre, à l'occasion d'une livraison non con forme, aucun PV n'est établi séance tenante pour consigner ou émettre des réserves (marché « Renforcement du parc informatique et matériel divers)

ANNEXE A